

## Quelle est la ligne directrice des politiques économiques de la Chine ? Avoir le revenu par tête le plus élevé possible en 2025

*La communauté internationale s'interroge sur la position de la Chine sur de nombreux points de politique économique :*

- *politique de change, politique monétaire ;*
- *politique commerciale, stratégies concernant les importations, les exportations, la spécialisation internationale ;*
- *transferts de technologies, acquisitions, relations avec les partenaires étrangers ;*
- *utilisation des matières premières, environnement.*

*Notre conviction est que, pour des raisons liées essentiellement aux tendances démographiques, l'objectif central des politiques économiques de la Chine est d'avoir le revenu par tête le plus élevé possible en 2025, ce qui implique :*

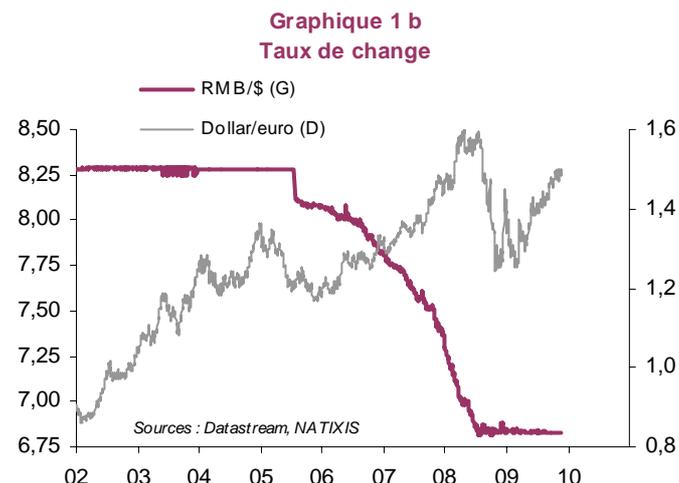
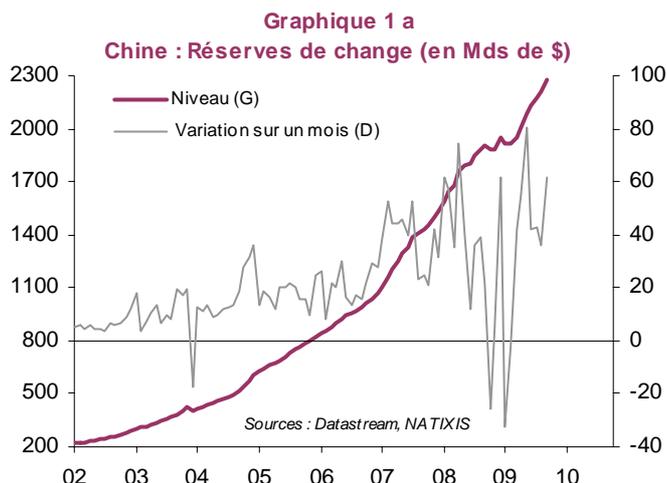
- *de continuer à gagner des parts de marché dans le commerce mondial, donc de sous-évaluer le RMB ;*
- *de substituer autant que possible la production nationale aux importations, d'où la nécessité d'acquérir les technologies nécessaires, d'une manière ou d'une autre, d'où les réticences devant l'entrée d'entreprises étrangères ;*
- *d'éviter ce qui pourrait arrêter la croissance :*
  - *l'incapacité à obtenir les matières premières nécessaires, d'où la politique de sécurisation des approvisionnements,*
  - *les crises financières qui pourraient être dues à l'excès d'endettement et aux bulles sur les prix des actifs, d'où la multiplication des régulations,*
  - *la crise économique qui pourrait venir de l'excès de capacité disponible, d'où la surveillance des investissements et l'effort d'exportation,*
  - *les règles internationales contraignantes, par exemple concernant l'environnement ou les normes sociales ; les problèmes d'environnement sont pris en considération quand ils menacent la croissance,*
  - *les crises sociales s'il y avait chômage et paupérisation, d'où la violence des réactions en cas de ralentissement de l'économie et aussi l'effort d'extension de la couverture sociale.*

*Les obstacles à cet objectif de revenu par tête le plus élevé possible avant que le vieillissement (brutal) ne survienne seront ainsi tous écartés, ce que doivent comprendre les partenaires étrangers de la Chine.*

**Les points sur lesquels les politiques menées en Chine ont un effet important sur les autres pays**

Ces points sont assez bien connus :

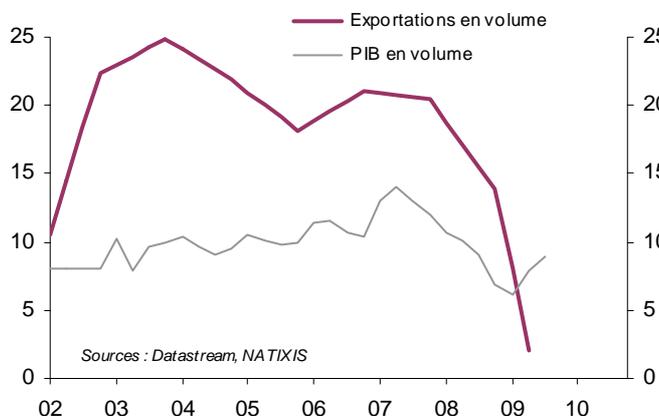
- **la politique monétaire (de change) : l'accumulation de réserves de change en Chine** qui apparaît à nouveau à partir du 2<sup>ème</sup> trimestre 2009 (graphique 1 a) maintient **la stabilité du taux de change entre le RMB et le dollar (graphique 1 b), donc évite au dollar une dépréciation forte**, en particulier vis-à-vis de l'euro (graphique 1 b).



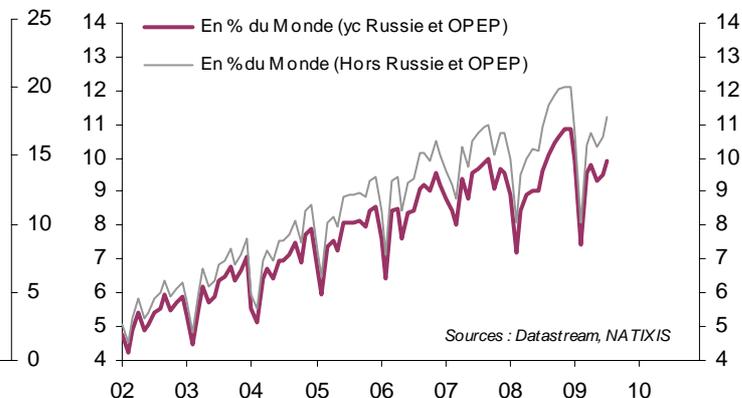
- **la politique commerciale** : la Chine veut elle continuer à avoir **une croissance tirée par les exportations** et les gains de parts de marché dans le commerce mondial (graphiques 2 a/b), c'est-à-dire une **stratégie mercantiliste** qui évidemment réduit les parts de marché des autres pays, ou bien va-t-elle se tourner vers **un autre modèle de croissance, tirée par la demande intérieure**, à partir de la situation présente où :
  - d'une part, la part de la consommation dans le PIB est très faible et la part de l'investissement très élevé (graphique 2 c) ;
  - d'autre part, le contenu en importations des exportations étant très élevé, la contribution des exportations à la valeur ajoutée est nettement plus faible que la part des exportations dans le PIB.

Symétriquement, la Chine va-t-elle mettre durablement en place **une politique de substitution de la production domestique aux importations**, ce qui semble être le cas aujourd'hui (graphique 2 d ; le cas des biens d'équipement, graphique 2 e, est spectaculaire), à partir d'un mélange de protectionnisme, de montée en gamme rapide de l'appareil productif ?

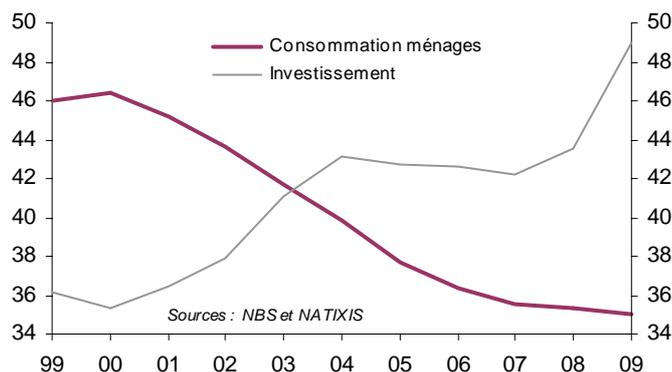
**Graphique 2 a**  
**Chine : Exports et PIB (GA en %)**



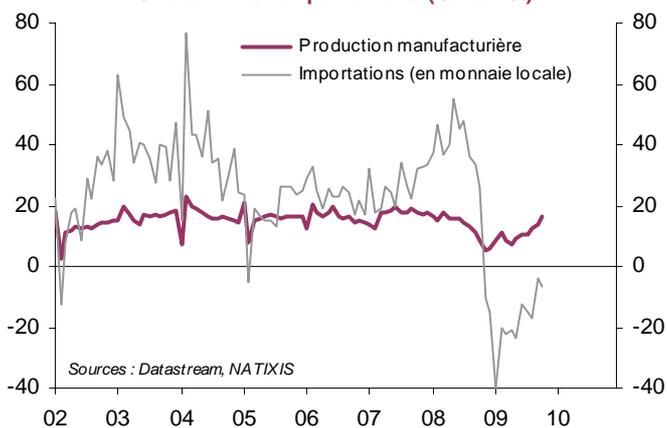
**Graphique 2 b**  
**Chine : Exportations en valeur (en % des exportations Mondiales)**



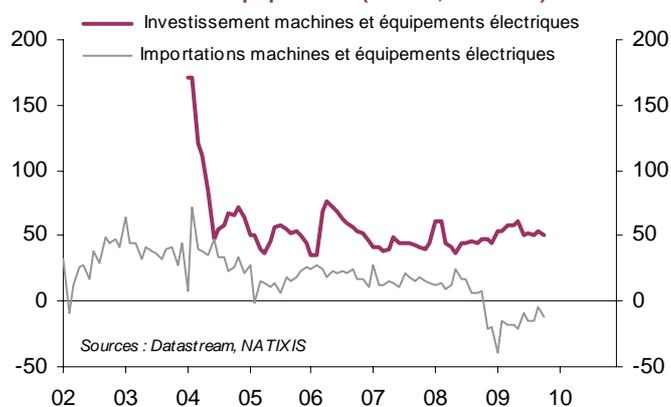
**Graphique 2 c**  
**Chine : Consommation et investissement (en volume, en % du PIB)**



**Graphique 2 d**  
**Chine : IPI et importations (GA en %)**



**Graphique 2 e**  
**Chine : Investissement et importations de biens d'équipement (cumul, GA en %)**



- **la politique de spécialisation productive** : la Chine va-t-elle s'insérer dans la Division Internationale du Travail, **ou va-t-elle essayer de fabriquer tous les biens, y compris les biens les plus sophistiqués technologiquement ?**

Aujourd'hui, le "haut de gamme" représente une partie déjà importante et croissante des exportations de la Chine (**tableau 1**) et **le développement d'une politique de montée en gamme très rapide imposerait**, compte tenu de la relative faiblesse des dépenses de R&D domestiques en Chine (**tableau 2**) **une politique agressive d'acquisitions (tableau 3), de demande de transferts de technologie, donc des tensions dans les relations avec les partenaires** (Etats ou entreprises) de la Chine (**Encadré 1**).

### Encadré 1

#### Conflits entre entreprises chinoises et entreprises étrangères

2005-2007, Intel a accusé Shenzhen Dongjing Co. Ltd de violation de propriété intellectuelle de logiciel. L'affaire s'est soldée par un accord amiable.

2007-2009, litige Danone-Wahaha sur l'utilisation de marque Wahaha. Accord amiable en septembre 2009.

2005, General Motors et General-Daewoo accusent Chery (producteur d'automobiles chinois) de fortes ressemblances entre le modèle Chery QQ et Matiz. Accord amiable en décembre 2005.

Tableau 1

#### Chine : Répartition des exportations (en % des exportations totales)

Chine	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
Produits haut de gamme	21,2	22,4	24,2	25,3	28,3	31,2	33,8	34,3	34,5	33,0
Produits milieu de gamme	42,5	42,8	43,3	42,4	42,2	41,6	41,8	42,0	43,1	45,8
Produits bas de gamme	36,3	34,8	32,6	32,2	29,5	27,2	24,4	23,7	22,3	21,2

Produits à haut de gamme = Instr. médic. précision optiq., Pharmacie, Radio TV et mat. de communic., Matériel informatique, Aéronautique et espace

Produits à milieu de gamme = Véhicules à moteur, remorques, Equip. et app. électr., Machines, Prod. Chimiques, Navires et bateaux

Produits à bas de gamme = Papier, carton, édition, Textile habil. cuir chauss. Pr. aliment., boissons, tabacs, Bois

Source : CHELEM

Tableau 2

#### Dépenses de R&D totales (Mds de \$)

	Etats-Unis	UE à 15	Japon	Chine
2002	283,1	176,9	124,8	15,6
2003	295,9	212,5	135,4	18,6
2004	307,0	243,8	146,1	23,8
2005	331,0	256,4	151,7	29,9
2006	356,1	272,1	152,2	37,8
2007	377,8	312,7	148,6	50,4
2008	404,4	334,4	166,6	-

Source : OCDE, Principaux indicateurs de la science et de la technologie 2009

**Tableau 3**  
**Investissements effectifs chinois à l'étranger (détail 2006-2009)**

Entreprises chinoises	Année	Montants investis	Pays destinataire	Projet
CCB	2006	9,71 milliards HKD	Hong Kong	Bank of America (Asia)
CNOOC	2006	2,3 milliards USD		OML 130 Block
BOC	2006	965 millions USD	Singapore	Singapore Aircraft Leasing Enterprise
CITIC Resources	2006	97,4 millions USD	Indonesia	Oseil Oilfield
China Mobile	2006	3,38 milliards HKD	Hong Kong	China Resources Peoples Telephone
Beijing Hualian	2006	4 millions SGD	Singapore	Seiyu Singapore
Hainan Airline	2006	200 millions HKD	Hong Kong	CR Airways
Polytec Assets	2006	1088 Mn USD	USA	New Bedford Properties
Shanghai Electric Group	2006	13 Mn USD	Japon	IKEGAI Corp.
China Aerospace	2006	3,99 Mn	Canada	VANBAO Dvpt Canada
Coslight technology	2006	3,49 Mn	Russie	RUSSIA Golden Stone
ICBC	2007	5,4 Bn USD	Afrique du Sud	Standard Bank
CITIC	2007	1 Bn	US	Bear Sterns
CIC	2007	3 Bn	US	Blackstone
CIC	2007	5 Bn	US	Morgan Stanley
China Mobile	2007	240 Mn	Pakistan	PAKtel
Baosteel	2007	4 Bn	Brésil	Joint venture avec Cia Vale Do Rio Doce
CNPC, CNOOC	2007	11 Bn	Afrique (divers)	Projets miniers
Pingan Insurance	2007	1.81 bn Euro	Belgium-Dutch	Fortis 4.18% equity
Development Bank of China	2007	3 bn USD	UK	Barclay 3% equity
Huaneng Corp	2008	3 bn USD	Singapore	Tuas Power Ltd
Chinalco	2008	2,16 bn USD	Peru	Peru Copper Inc. (100%)
Sinosteel Corp	2008	1,3 bn USD	Australie	Midwest Corporation Ltd. (98,52% on 17 september 2008)
ZOOMLION	2008	0,5 bn Euros	Italia	Compagnia Italiana Forme Accioio SPA (100%)
COLS (CNOOC)	2008	2,5 bn USD	Norway	Awilco Offshore ASA (100%)
SINOPEC	2008	1,8 bn USD	Canada	Tanganyka Oil Company Ltd.
SAFE	2008	1.8 bn Euro	France	Total 1.6% equity
SAFE	2008	1 bn British Pound	UK	BP 1% equity
CHINALCO (together with ALCOA)	2008	14 bn USD	Australie	Rio Tinto 12% equity
CIC	2008	4 bn USD	US	Launch a ebn USD PE fund with JC Flower
China Minmetals Corp.	2009	1,7 bn USD	Australie	OZ Minerals Ltd. (100%)
China Mobile	2009	2 bn USD	South Africa	MTN Group Ltd
SINOPEC	2009	7,24 bn USD	Switzerland	Addax Petroleum Corporation
CNPC	2009	2,2 bn USD	Singapore	Singapore Petroleum Co
CIC	2009	2,2 bn USD	US	Morgan Stanley (9,86% equity after the current operation)
CIC	2009	1,9 bn USD	Indonesia	Setting up a strategic investment in PT Bun resources tbk
CIC	2009	1,58 bn USD	US	AES 15% equity

Source : Presse, NATIXIS

**Tableau 3 (suite)**  
**Investissements effectifs chinois à l'étranger 2003-2008 (résumé)**

Chine	en millions \$
<b>2003</b>	2690,1
<b>2004</b>	2054,2
<b>2005</b>	5031,7
<b>2006</b>	5077,5
<b>2007</b>	29640,0
<b>2008</b>	25610,0

Sources : Presse, NATIXIS

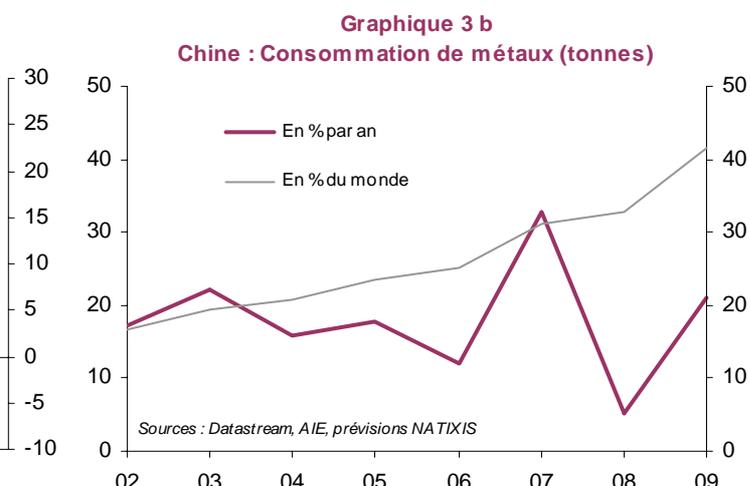
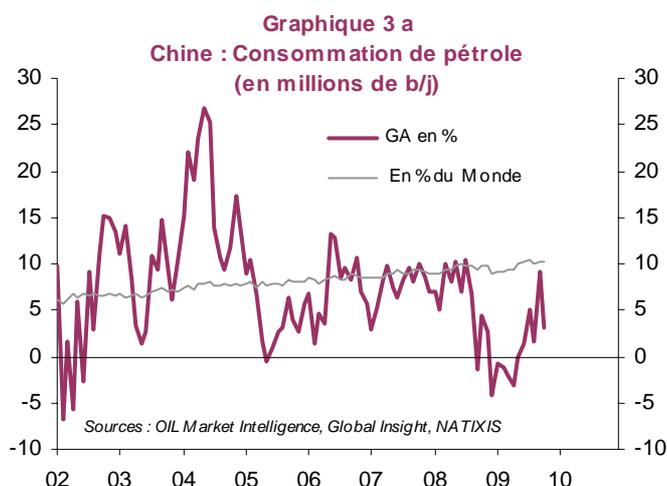
- la politique vis-à-vis des matières premières et de l'environnement : la prolongation des tendances (graphiques 3 a/b/c/d, tableau 4) va amener très rapidement la Chine à un niveau tel de consommation de matières premières, d'émissions de CO<sub>2</sub>..., qu'il ne pourra y avoir **que forte hausse des prix des matières premières et conflit avec les pays de l'OCDE.**

**Tableau 4**  
Chine : part de la consommation dans la consommation mondiale (en %)

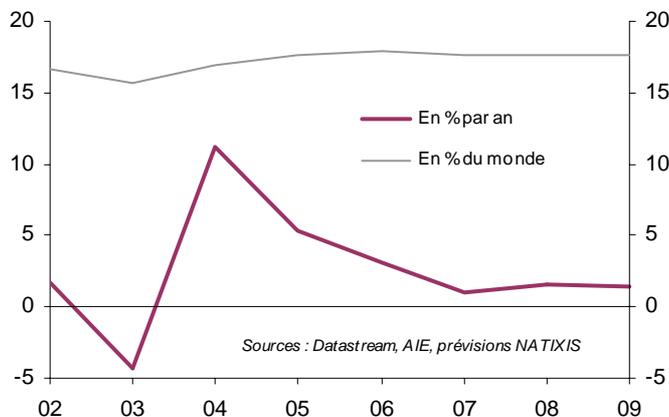
	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Pétrole</b>	7,70	7,89	8,42	8,96	9,47
<b>Gaz naturel</b>	1,47	1,68	1,97	2,36	2,66
<b>Charbon</b>	35,54	37,85	39,94	41,12	42,57
<b>Métaux non précieux</b>					
Aluminium	20,17	22,46	25,47	32,87	33,53
Cuivre	20,19	21,97	21,29	26,86	28,36
Nickel	11,50	15,04	17,16	24,21	23,53
Plomb	19,82	25,67	27,80	31,06	35,94
Zinc	25,00	28,60	28,96	32,11	35,21
Etain	27,62	33,46	31,64	37,59	37,90
<b>Métaux précieux</b>					
Palladium (demande)	17,40	23,25	20,82	17,89	19,68
Platine (demande)	18,12	16,73	16,91	17,68	17,25
Or (demande)	7,43	7,86	9,20	10,64	11,40
Argent (demande)	7,10	7,27	8,13	8,98	9,30
<b>Alimentaire</b>					
Riz	31,11	30,31	29,92	29,65	29,41
Sucre	8,12	7,87	8,18	8,45	8,36
Blé	16,68	16,45	16,18	16,07	15,82

Sources : AIE, BP, Cyclope 2009, Oil Intelligence, NATIXIS

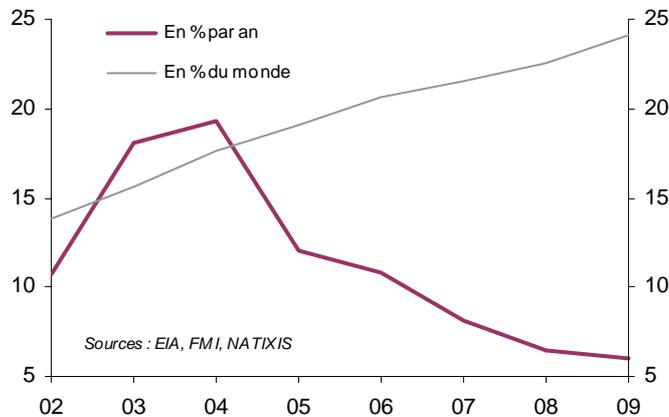
Mais la perspective est bien celle de **la poursuite d'une forte hausse des besoins de la Chine**, avec la faiblesse aujourd'hui, par exemple, de l'équipement automobile (**tableau 5**), de la consommation d'énergie par tête (**graphique 3 e**) ou des émissions de CO<sub>2</sub> par tête (**graphique 3 f**).



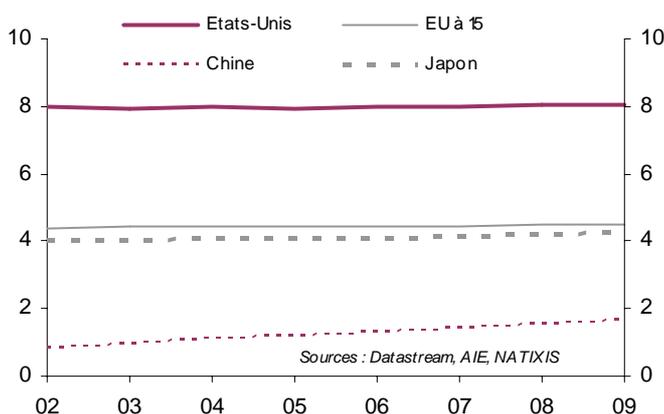
**Graphique 3 c**  
Chine : Consommation alimentaire (tonnes)



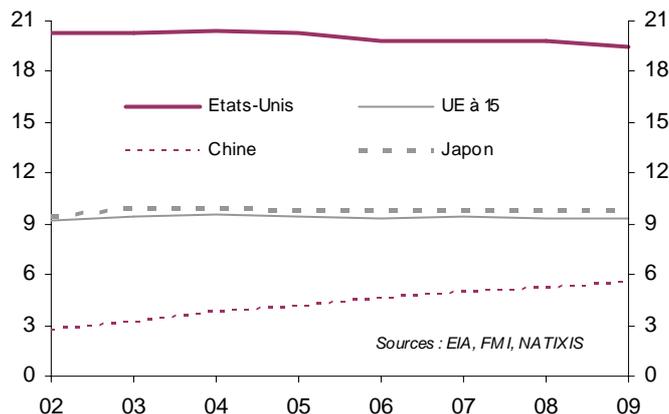
**Graphique 3 d**  
Chine : Emissions de CO2 (tonnes)



**Graphique 3 e**  
Consommation d'énergie par habitant (en TEP)



**Graphique 3 f**  
Emissions de CO2 (tonnes par habitant par an)



**Tableau 5**  
Nombre d'automobiles pour 1000 habitants (voitures + camions)

	Etats-Unis	UE à 15	Japon	Chine
2002	741	565	581	16
2003	738	573	568	18
2004	741	581	597	24
2005	749	588	292	24
2006	755	594	609	27
2007	763	600	614	30
2008	772	605	617	36
2009	776	610	622	40
2010	784	615	631	46
2011	791	619	631	52
2012	798	623	630	58
2013	805	627	629	64
2014	812	631	628	69
2015	819	634	628	75
2016	824	637	633	83
2017	829	639	639	90
2018	834	642	645	97
2019	838	644	651	104
2020	843	646	657	111

Sources : National Sources, J.D. Power

## Le fil conducteur des choix de la Chine

Le Monde va donc être fortement affecté par les choix de la Chine en ce qui concerne :

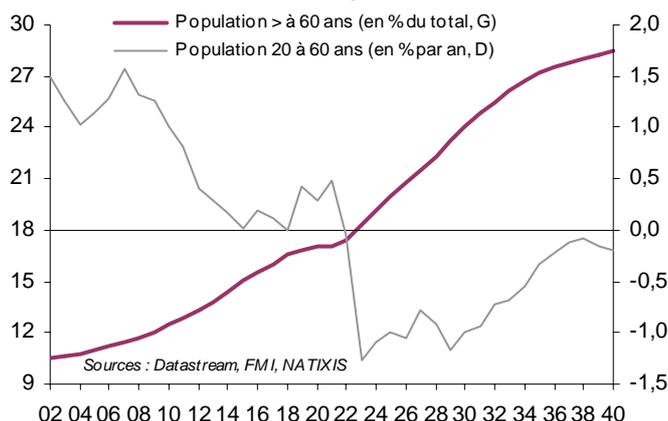
- la politique de change
- la politique commerciale, vis-à-vis des exportations et des importations
- la politique de spécialisation productive
- la politique vis-à-vis des matières premières et de l'environnement.

**Nous pensons que tous ces choix seront guidés par un seul objectif : avoir le revenu par tête le plus élevé possible au moment où le vieillissement démographique va survenir.**

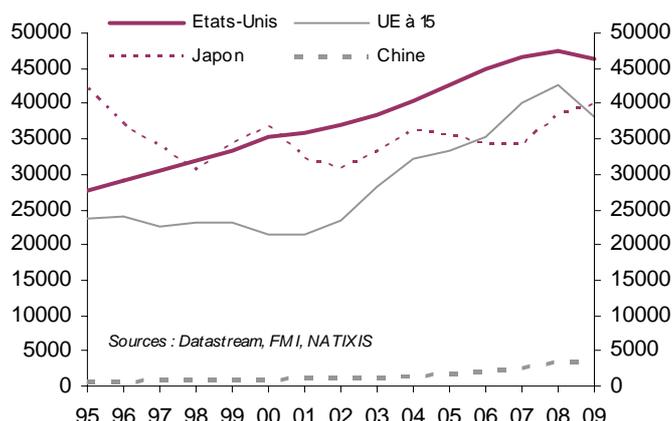
**Avec la politique de l'enfant unique, la Chine va connaître une rupture démographique violente au milieu des années 2020 (graphique 4 a).**

**Ce vieillissement brutal au milieu des années 2020 rendra beaucoup plus difficile la poursuite du rattrapage du revenu par tête (graphiques 4 b/c).**

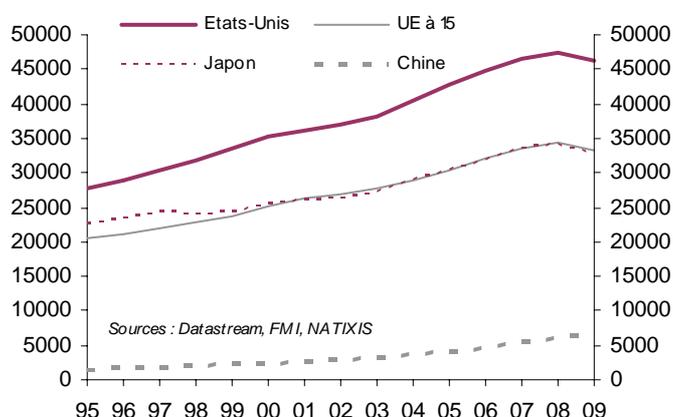
**Graphique 4 a**  
**Chine : Population**



**Graphique 4 b**  
**PIB par tête en \$**



**Graphique 4 c**  
**PIB par tête en \$ PPA**



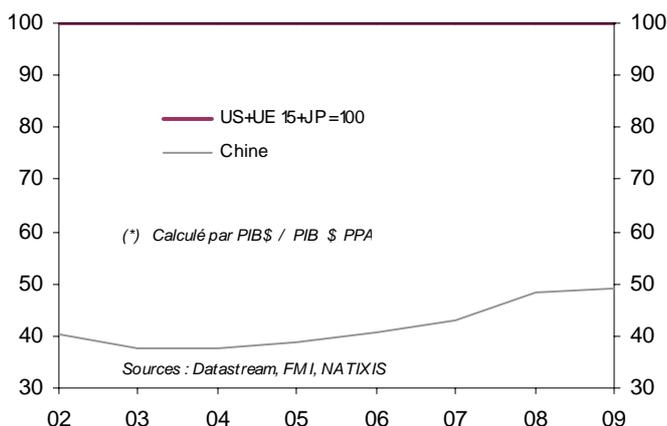
**Ceci explique qu'il faut que la Chine dispose, en 2025, du revenu, par habitant le plus élevé possible ; il faut donc que, d'ici 2025, dans les 15 années qui restent avant le déclenchement du vieillissement, la croissance soit la plus forte possible.**

## Les conséquences de cet objectif

Si la Chine veut avoir la croissance la plus forte possible d'ici 2025, il faut :

1. qu'elle continue à gagner des parts de marché à l'exportation (graphique 2 c plus haut), donc qu'elle continue à sous-évaluer le RMB en termes réels (graphique 5), d'où probablement un maintien durable de l'ancrage au dollar (graphique 1 b plus haut), source probable de conflit avec les Etats-Unis :

Graphique 5  
Coût salarial unitaire\*



2. qu'elle substitue autant que possible la production domestique aux importations, d'où la nécessité d'obtenir les technologies nécessaires, donc des exigences en termes de transferts de technologie (construction aéronautique, nucléaire...), des acquisitions d'entreprises qui apportent les technologies nécessaires, le protectionnisme vis-à-vis des entreprises étrangères et des produits étrangers (Encadrés 2 et 3).

### Encadré 2

#### Restrictions à l'activité des entreprises étrangères

Les IDE sont déjà devenus autorisés dans les télécommunications, la construction et l'exploitation de réseaux urbains de gaz et d'eau, le tourisme et la finance, mais ils restent encore interdits par exemple dans les services postaux de base, le contrôle aérien et les médias. Tout projet d'IDE est soumis à l'approbation d'autorités dont le niveau (municipal, provincial ou central) dépend du montant de l'investissement. Certaines industries exigent la forme d'IDE qui doit être une entreprise de joint venture dont la part des capitaux étrangers ne doit pas excéder un certain seuil. C'est le cas de l'industrie d'automobile (50/50), du secteur bancaire (la participation d'une banque étrangère ne peut pas dépasser 20% dans une banque chinoise et la participation de plusieurs banques étrangères ne peut pas dépasser 25%), et des projets CDM (Clean Development Mechanism) (la part majoritaire à 51% de l'entreprise chinoise est exigée).

**Encadré 3****Exemples de mesures considérées protectionnistes**

Le 4 juin, dans le cadre du plan de relance 9 ministères chinois ont réclamé de contrôler les appels d'offre de projets des administrations publiques. Ils demandent à acheter les produits chinois et seulement au cas où il n'existe pas d'équivalents domestiques à importer avec l'accord des autorités compétentes.

Récemment, l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC a enregistré des plaintes venant des différents pays comme : le 19 décembre 2008, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec la Chine au sujet de certaines mesures accordant aux entreprises en Chine des dons, prêts et autres incitations (le Canada, les Communautés européennes, le Mexique, la Turquie, l'Australie et le Guatemala ont demandé à participer aux consultations) ; le 23 juin, les États-Unis, les Communautés européennes et le Mexique ont demandé la consultation sur les mesures visant à limiter les exportations de diverses matières premières.

**3. qu'elle dispose des matières premières nécessaires à sa croissance, d'où la politique de sécurisation des approvisionnements en matières premières (Encadré 4).****Encadré 4****Exemples de politique de sécurisation des approvisionnements en matières premières**

- En avril 2009, la Chine s'engage à verser 4 milliards de dollars à un fonds d'investissement sino-vénézuélien destiné à financer des projets d'infrastructures, en échange de quoi, le pays devra fournir 1 million de barils de pétrole par jour à la Chine.
- Au Brésil, fin février 2009 les deux géants chinois, Sinopec et PetroChina, signent avec le groupe Petrobras un protocole portant sur près de 160 000 barils de pétrole par jour en échange d'un prêt de 10 milliards de dollars.
- Depuis le 19 février 2009, le fonds souverain China Investment Corporation (CIC) négocie avec Fortescue Metals Groups (FMG), troisième producteur de minerai de fer d'Australie et quatrième sur le plan mondial. Leur contrat porte sur une production de minerai de fer de 45 millions de tonnes par an pendant 10 ans. Pour rappel, FMG avait déjà conclu des contrats de vente de minerai de fer à long terme avec les 10 premiers groupes sidérurgistes chinois : Baosteel, Wusteel... Le 8 février 2009, anshan Iron & Steel Group Corporation (l'un des trois premiers sidérurgistes chinois) a porté à 36,28% sa participation dans Gindalbie Metals Ltd, société minière australienne cotée en Bourse. Le contrat de rachat prévoit une production de 10 millions de tonnes de minerai de fer par an.
- Les opérations récentes de CIC sont détention depuis octobre 45% de Nobel Oil Group (Compagnie d'exploitation pétrolière russe), achat de 14,9% de Noble Group, leader mondial de transaction de matières premières.
- En octobre 2009, Gazprom et CNPC (China National Petroleum Corp) ont signé un ensemble d'accord concernant l'approvisionnement de gaz de la Russie à la Chine.
- La Chine multiplie aussi ses projets d'approvisionnement de matières premières en Afrique, les exemples récents sont le projet de transport et d'investissement en secteur minier à Congo (9 milliards de dollars) et celui de raffinement de pétrole au Niger (5 milliards de dollars) en 2008.
- Le secteur d'exploitation minière représente 10,4% des IDE sortants de la Chine en 2008.

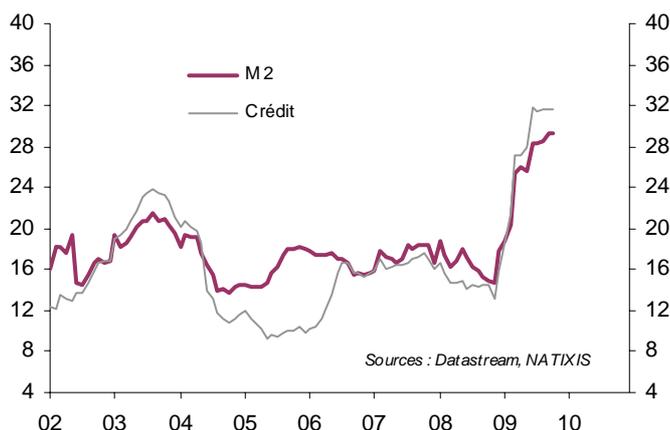
## 4. qu'elle évite ce qui pourrait arrêter la croissance :

a) comme au Japon à la fin des années 1980, une crise financière avec explosion des bulles qui conduit à une déflation durable.

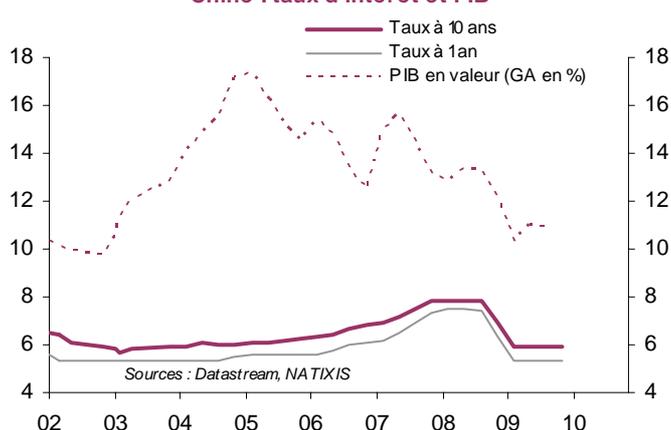
Il y a ici **conflit avec la politique de change de la Chine** : la stabilisation de la parité RMB/\$ implique l'accumulation de réserves de change (graphique 1 a plus haut), d'où **spontanément une forte expansion de la liquidité et du crédit** (graphique 6 a) et des **taux d'intérêt beaucoup trop bas** par rapport à la croissance (graphique 6 b).

Ceci interdit l'utilisation d'instruments de marché (taux d'intérêt...) pour contrôler le crédit, les prix des actifs (graphiques 6 c/6 d), puisque la politique monétaire est utilisée pour stabiliser le taux de change, et impose la **multiplication des réglementations** : contrôle du crédit, contrôle des investissements. (Encadré 5), afin d'éviter d'un côté les bulles spéculatives, d'un autre côté **l'excès d'endettement et l'excès de capacité de production**.

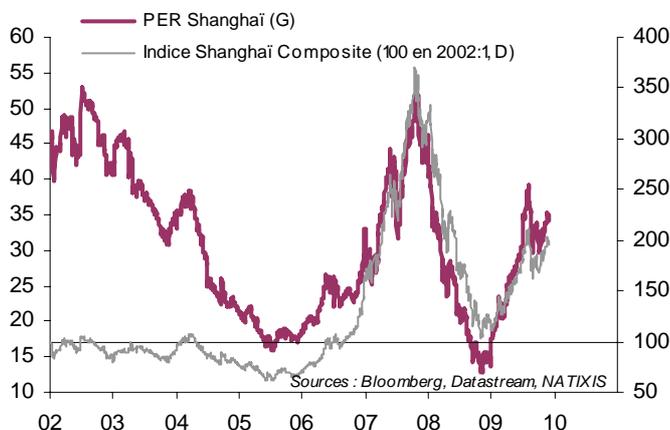
Graphique 6 a  
Chine : Crédit et masse monétaire (GA en %)



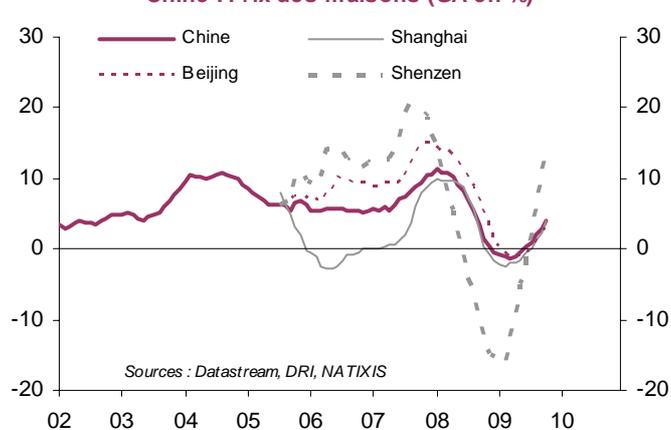
Graphique 6 b  
Chine : taux d'intérêt et PIB



Graphique 6 c  
Chine : Indice boursier et PER



Graphique 6 d  
Chine : Prix des maisons (GA en %)



### Encadré 5.1 Politique de contrôle de crédit

Parmi les instruments de politique monétaire, la PBoC (People's Bank of China) ne définit pas clairement le contrôle quantitatif du crédit ou window guidance. Le système de limitation quantitative de crédit est formellement supprimé en 1998. Cependant, window guidance est de plus en plus utilisé en guise d'instrument de politique monétaire qui consiste en conseils et pression morale en vue d'influencer les décisions de crédit des banques commerciales. Par exemple, ces dernières doivent soumettre leurs plans de crédit à la PBoC qui leur définit le montant maximal de crédit trimestriel et annuel (servant de base ou de référence) ; la PBoC donne des conseils d'allocation de crédit (quel secteur financer) afin d'ajuster la structure de crédit au niveau macroéconomique. Institutionnellement, l'utilisation de cet instrument se traduit par des réunions entre gouverneur de la PBoC et directeurs des banques commerciales et des brief meetings, des recommandations en quantité se font souvent au téléphone par la commission de régulation bancaire.

En voici quelques illustrations d'applications en termes de contrôle quantitatif : en août 2003, la PBoC a mis en place des mesures strictes de distribution de crédit, ce qui a entraîné un fort recul d'accélération de crédit et le montant annuel a été contrôlé à 2900 milliards de Yuan. En fin 2008, parallèlement à l'annonce du plan de relance de 4000 milliards de Yuan, la PBoC a déclaré l'annulation des limitations des quantités de crédit aux banques commerciales ; l'objectif du montant de crédit initialement fixé en 2008 pour l'année 2009 était de 4600 milliards ; et enfin dans le contexte du boom de crédit constaté en première moitié 2009, le vice gouverneur de la PBoC a confirmé en août la politique monétaire accommodante en annonçant qu'il n'y aurait pas de limitation de crédit pour la deuxième moitié de l'année ; dans le rapport de politique monétaire du 3<sup>ème</sup> trimestre 2009, la PBoC souhaite renforcer la fonction de window guidance ; selon certaines sources, l'objectif du montant de crédit pour 2010 serait d'entre 7000 et 8000 milliards de Yuan.

### Encadré 5.2 Limitation des investissements

Le problème de surcapacité de production est de nouveau apparu avec la reprise de l'économie et la forte augmentation d'investissement. En octobre, les autorités annoncent les mesures de limitations d'investissement dans 6 secteurs comme acier, ciment, verre plat, produits chimiques à base de charbon, silicone polycristallin et les équipements éoliens. Certains de ces secteurs sont traditionnellement exposés au problème de surcapacité de production et certains d'autres sont plutôt liés à l'investissement non efficient (les deux derniers secteurs). Le délai d'élimination de surcapacité est de 3 ans ; c'est-à-dire les investissements visant à augmenter la capacité de production ne sont pas autorisés et les petits producteurs non efficaces devraient fermer leurs usines. Pour ce faire, il y aurait des contrôles au niveau d'accord d'utilisation de terrain, d'octroi de crédit, d'autorisation de mise en chantier etc.

#### b) les règles internationales contraignantes qui pourraient limiter la croissance (émissions de CO<sub>2</sub>, normes sociales...).

Il y a effectivement en Chine des **efforts importants d'amélioration de l'environnement (Encadré 6)**, mais ils sont ciblés sur les problèmes qui pourraient causer un freinage de la croissance (rareté de l'eau, maladies causées par la pollution...).

#### c) les crises sociales, qui peuvent venir des pertes d'emplois, de la pauvreté, de l'absence de couverture sociale, **d'où la réaction extrêmement forte de la Chine lorsque l'économie ralentit et qu'il y a montée du chômage (tableau 6)**, et **d'où l'effort d'amélioration** de la couverture sociale (Encadré 7).

**Tableau 6**  
**Mesures du plan de relance de fin 2008-2010**  
**Plan de relance chinois (en milliards de Yuan)**

Catégories de dépenses	Budget
Logements sociaux	400
Réseau d'eau, d'électricité et de route en zone rurale	370
Chemin de fer, réseau routier, aéroports et réseau d'électricité en zone urbaine	1500
Santé, éducation	150
Développement durable	210
Innovations et transition sectorielle	370
Reconstruction des régions sinistrées par le séisme de 2008	1000
Total	4000
Chemin de fer, réseau routier, aéroports et réseau d'électricité en zone urbaine	1500

**Encadré 6**  
**Efforts d'amélioration de l'environnement**

- Le 25 novembre, le Conseil d'Etat a défini l'objectif de réduire jusqu'en 2020 de 40%-45% d'émission de CO2 par unité de PIB par rapport à 2005.
- 5,25% du plan de relance est consacré au développement durable, soit 30,7 milliards de dollars.
- L'Etat définit aussi les objectifs en ce qui concerne le développement des énergies propres et renouvelables. D'ici 2020, la part de l'énergie renouvelable (excluant l'hydraulique) dans le total de l'énergie consommée doit évoluer de 1,5% à 6%. En 2010, la capacité de production de l'électricité éolienne doit atteindre 20 millions de KWH, et 100 millions de KWH en 2020.
- Pour augmenter l'efficacité de production, l'Etat planifie de fermer les centrales thermiques de petites productions (8, 10 et 13 millions de KWH) d'ici trois ans.
- En 2008, la demande chimique en oxygène (DCO permet d'évaluer la charge polluante des eaux usées) a été de 13,2 millions de tonnes, soit une diminution de 4,42% par rapport à 2007 ; l'émission de SO2 a été de 23,2 millions de tonnes, soit une réduction de 5,95% par rapport à 2007 ; le taux de traitement des eaux dans les zones urbaines était de 66% alors celui de 2007 était de 62%.

**Encadré 7**  
**Programmes d'amélioration de la protection sociale**

Au niveau de la santé, jusqu'en juin 2009, le nombre d'affiliés à la sécurité sociale urbaine est de 336 millions et le nombre d'affiliés à la sécurité sociale rurale est de 830 millions. L'objectif de 2009 est la mise en place du système de santé dans toute la zone urbaine. Le taux d'affiliation doit être supérieur à 80% dans les villes ayant déjà commencé la réforme et il doit être supérieur à 50% pour les villes qui ne commencent la réforme que cette année. Pour ce faire, l'Etat prévoit 42,9 milliards de Yuan pour régler le problème d'affiliation des retraités des entreprises d'Etat en faillite, plus 8 milliards mis en place l'année dernière, au total 50,9 milliards seraient dépensés pour régler ce problème « historique ». L'objectif de 2011 est d'atteindre 90% de taux d'affiliation dans la zone urbaine. Dans la zone rurale où le système ne concerne pour l'instant que l'assurance de maladie grave, cette dernière est déjà instaurée dans toute la zone rurale et le taux de remboursement des frais hospitaliers sera de 50% l'année prochaine par rapport à 45% de cette année.

En ce qui concerne le système de retraite, 40% de la population fait partie du système et un projet de retraite en zone rurale est en train de se mettre en place avec l'essai dans 10% de la zone cette année.

**Synthèse : un objectif potentiellement source de conflits avec le Reste du Monde**

Nous pensons que l'objectif central de politique économique de la Chine est **d'obtenir le revenu par tête le plus élevé possible avant que le vieillissement ne survienne (2023-2024). Cet objectif peut conduire à une multitude de conflits avec le Reste du Monde puisqu'il entraîne normalement :**

- la poursuite de la sous-évaluation réelle du RMB,
- des exigences de transferts de technologie et des acquisitions d'entreprises de haute technologie,
- le protectionnisme,
- la sécurisation des approvisionnements en matières premières,
- le rejet des règles internationales (CO<sub>2</sub>, normes sociales) qui réduiraient la croissance.